



Parc national
de la Vanoise

Objet

Autorisation de tournage vidéo professionnel
sur l'hélicoptage d'approvisionnement et
l'ouverture du refuge de Fond des Fours

Mme Céline BLAMPAIN

LABEL INFO

144 avenue Berthelot
69007 LYON

Suivi par

Patrick FOLLIET
04 79 62 89 64
patrick.folliet@vanoise-parcnational.fr
Réf : PF/n° 444

Date

Chambéry, le 12 juin 2019

Madame,

Veillez trouver, par cette présente, la notification de la décision n° 2019-332 relative au tournage vidéo professionnel sur l'approvisionnement par hélicoptère et l'ouverture du refuge de Fond des Fours pour le journal de TF1, en cœur du Parc national, les 20 et 21 juin 2019.

Je vous saurai gré de nous retourner le coupon ci-dessous.

Cette autorisation n'est pas exclusive des autres autorisations dont la délivrance pourrait être nécessaire dans le cadre de la présente opération.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La Directrice,

Eva ALIACAR

Présente à renvoyer, signée et datée au Parc national de la Vanoise à l'adresse indiquée ci-dessous :

Je soussigné, _____,

certifie avoir reçu et accepté la décision n° 2019-332 relative au tournage vidéo professionnel sur l'approvisionnement par hélicoptère et l'ouverture du refuge de Fond des Fours pour le journal de TF1, en cœur du Parc national, les 20 et 21 juin 2019.

Le :

Signature :



Parc national de la Vanoise

135 rue du docteur Julliard • 73000 Chambéry

Tél. +33 (0)4 79 62 30 54 • Fax: +33 (0)4 79 96 37 18

www.vanoise-parcnational.fr • info@vanoise-parcnational.fr

DÉCISION NOMINATIVE N° 2019-332

**portant autorisation de tournage vidéo professionnel
pour un reportage vidéo sur l'hélicoptage d'approvisionnement
du refuge de Fond des Fours pour le journal de TF1**

Pétitionnaire : Mme Céline BLAMPAIN

Adresse : LABEL INFO — 144 avenue Berthelot — 69007 LYON

Localisation du projet : refuge de Fond des Fours et accès depuis le Manchet (commune de Val d'Isère), en cœur du Parc national de la Vanoise

La Directrice de l'établissement public du Parc national de la Vanoise,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 331-4-1 et L. 581-4 ;

Vu la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2009-447 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national de la Vanoise aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006, notamment son article 16 ;

Vu le décret n° 2015-473 du 27 avril 2015 portant approbation de la Charte du Parc national de la Vanoise ;

Vu la Charte du Parc national de la Vanoise, et notamment la modalité d'application de la réglementation du cœur du Parc n° 38 relative à la prise de vue et de son ;

Vu la demande d'autorisation, soumise le 6 juin 2019 par Mme Céline BLAMPAIN, journaliste, de tournage vidéo professionnel portant sur l'approvisionnement par hélicoptère et l'ouverture du refuge de Fond des Fours, en cœur du Parc national de la Vanoise, pour diffusion dans l'édition du weekend du journal de 20 heures de TF1 ;

Considérant que la directrice peut délivrer des autorisations dérogatoires individuelles relatives aux prises de vue ou de son réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial lorsqu'elles participent aux missions de l'établissement public ;

Considérant que ces prises de vue à caractère documentaire concourent aux missions du Parc national de la Vanoise sur le plan didactique ou pédagogique, tout en ne produisant qu'un dérangement minime du milieu et des espèces eu égard aux prescriptions édictées ci-après ;

DÉCIDE

Article 1 : Objet

Mme Céline BLAMPAIN est autorisée à effectuer dans le cœur du Parc national de la Vanoise un tournage vidéo professionnel entre le Manchet et Fond des Fours (commune de Val d'Isère) pour un reportage sur l'approvisionnement par hélicoptère et l'ouverture du refuge de Fond des Fours, destiné au journal de TF1, aux conditions énoncées ci-après.

Article 2 : Effet

La présente autorisation est délivrée pour les 20 et 21 juin 2019, pour un tournage au sol exclusivement, et sans moyens de déplacement motorisés.

La présente décision n'est ni cessible ni transmissible. Elle ne permet pas à la pétitionnaire de céder les prises de vue à des tiers, y compris pour des placements publicitaires de produits ou services.

La pétitionnaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des espèces, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du cœur du Parc national de la Vanoise.

La présente autorisation ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur les milieux naturels, la faune et la flore sauvages ainsi que sur le caractère du Parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité.

Le bénéficiaire en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 3 : Prescriptions

La présente autorisation est assortie des prescriptions suivantes :

3.1. La présente autorisation est accordée pour une équipe composée de Mme Céline BLAMPAIN et d'un technicien, munis d'un matériel portatif léger.

3.2. Le tournage sera exclusivement effectué par des prises de vue et de son au sol. Les prises de vue et de son aériennes (drone compris) sont exclues de l'autorisation.

3.3. Les prises de vue seront organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage et domestique, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

3.4. Les prises de vue nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel.

3.5. En cas de nécessité de changement de date de tournage, la pétitionnaire devra impérativement en informer le plus tôt possible le service concerné du Parc national.

3.6. Le reportage ne devra pas mettre en scène ou évoquer, de manière directe ou indirecte, des pratiques, usages ou activités contraires au caractère du Parc national et à la réglementation en vigueur.

3.7. La mention suivante devra être insérée au générique du reportage et accompagner toute représentation et reproduction de celui-ci : « images réalisées dans le cœur du Parc national de la Vanoise avec l'autorisation de l'établissement public chargé du Parc ».

3.8. La remise à l'établissement d'une copie haute définition du reportage (support physique ou dématérialisé), de même que l'information de l'établissement concernant son exploitation sont à la charge de la pétitionnaire.

3.9. La présente décision ne vaut pas autorisation dérogatoire, ni à l'interdiction de campement ni à la réglementation en vigueur relative à la pratique du bivouac.

3.10. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule motorisé en cœur de parc national.

Article 4 : Indépendance des législations

La présente décision est délivrée sous réserve du droit des tiers, notamment des propriétaires, et ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention des autorisations éventuellement prévues par les autres législations.

Article 5 : Contrôle de l'exécution de la décision

Au sein du Parc national de la Vanoise, l'ensemble des agents compétents est chargé de contrôler l'exécution de la présente décision.

En cas de non-respect des règles et prescriptions administratives applicables à la présente décision, une procédure administrative pourra être engagée à l'encontre de son bénéficiaire.

En outre, en cas de non-respect de la réglementation applicable au cœur du Parc national, les agents commissionnés et assermentés du Parc national de la Vanoise pourront dresser un procès-verbal d'infraction.

La violation de la réglementation applicable à la prise de vue et de son en cœur de parc est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe, conformément à l'article R.331-68, 6° du code de l'environnement.

Article 6 : Publicité

La présente décision sera notifiée à la pétitionnaire, et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de l'établissement dans le délai de trois mois suivant son intervention, conformément aux dispositions de l'article R. 331-35 du code de l'environnement.

Article 7 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Chambéry, le 13 juin

La Directrice,

EVA ALIACAR

Mise en ligne R.A.A le :

13 JUIN 2019

